

Unité inter-départementale Gard-Lozère  
Cellules Risques Anthropiques  
89 rue Weber – CS 52 002  
30 907 NÎMES CEDEX 2

Nîmes, le 12/07/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/07/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur



**LIDL**  
ZI DOMITIA Sud-Ouest  
Avenue Georges Besse  
30 300 BEAUCAIRE

Références : SC/2023-07-457  
Code AIOT : 0003702278

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/07/2023 dans l'établissement LIDL FRANCE SNC implanté ZI DOMITIA Sud-Ouest, avenue Georges Besse sur la commune de Beaucaire. L'inspection a été annoncée le 16/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre de la mise en exploitation de l'entrepôt logistique dont l'activité a commencé en janvier 2023. Il s'agit donc de la visite d'inspection initiale. Le Plan Pluriannuel de Contrôles des ICPE fixe pour ce site une périodicité de visite de sept ans.

L'inspection a pour objet de vérifier la situation administrative de l'établissement ainsi que par sondage la situation de l'installation au regard de la réglementation « ICPE », notamment en ce qui concerne les dispositions applicables aux entrepôts couverts. L'action nationale « 1510 » a ainsi été déclinée dans l'établissement.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LIDL
- ZI DOMITIA Sud-Ouest, avenue Georges Besse – 30 300 BEAUCAIRE
- Code AIOT : 0003702278
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entrepôt logistique initialement exploité par la société CONCERTO est utilisé pour le stockage de marchandises, telles que des produits frais (fruits et légumes), des produits de grande consommation, (alimentaires, vêtements, produits cosmétiques, électroménager...), des marchandises à base de bois (meubles), de papiers ou de cartons (papeteries, livres, emballages), ou des produits composés de matières plastiques (jouets, emballages, intermédiaires de fabrication...). Depuis le 12 octobre 2022, la société LIDL est le nouvel exploitant de l'entrepôt de stockage, qui permet l'approvisionnement des grandes surfaces de l'enseigne dans tout le Sud de la France.

Les marchandises en transit dans l'entrepôt ne concernent finalement que des produits alimentaires frais (crèmerie, viandes, volailles, poissons) et surgelés entreposés dans les cellules 4, 6 et 7 du bâtiment, tandis que les cellules 1 à 3 exploitées par un prestataire, la société LOGICOLIS, sont spécifiques au stockage des fruits et légumes. Des chambres de mûrissement ont été implantées dans les cellules 1 et 2 en 2022.

À noter que la cellule 5 est allouée exclusivement au stockage de déchets d'emballage (balles de cartons/papiers, balles de plastiques) issus soit de l'activité du site, soit de la récupération des emballages de certains magasins, ainsi qu'au stockage des palettes bois et palettes plastiques et des conteneurs isothermes appelés TKT.

Les activités principales de cette plateforme logistique sont donc la réception des produits, la préparation de commande et l'expédition.

L'entrepôt d'un volume total de 527 900 m<sup>3</sup> dispose d'une capacité de stockage de 30 380 tonnes de marchandises. Le site d'une superficie totale de 119 002 m<sup>2</sup>, se compose des bâtiments et équipements suivants :

- un entrepôt logistique d'une superficie de 41 747 m<sup>2</sup> qui comprend :
  - 7 cellules de stockage n°1 à 5, n°6a et 6b et n°7a et 7b d'une surface totale de 37 403 m<sup>2</sup>,
  - deux locaux de charge de batteries, l'un LC1 implanté entre les cellules n°2 et 3 et l'autre LC2 entre les cellules n°5 et 6b,
  - 2 patios techniques situés au-dessus des locaux de charge et disposant de groupes froids,
  - des locaux techniques : locaux de maintenance, locaux électriques, local TGBT, locaux techniques « froid »,
  - des bureaux et locaux sociaux implantés en mezzanine dans la cellule n°2,
- un bâtiment d'une surface d'environ 486 m<sup>2</sup> dédié aux bureaux et locaux sociaux et adossé à la cellule n°5,
- un local de sprinklage associé à une réserve d'eau incendie de 720 m<sup>3</sup>,
- un quai sous auvent pour le stockage en bennes de déchets et accolé à la cellule n°4,
- un local électrogène associé à une cuve de GNR de 30 m<sup>3</sup>,
- deux bassins d'infiltration des eaux pluviales d'une capacité d'infiltration de 11 525 m<sup>3</sup>,
- un bassin de rétention des eaux d'extinction incendie d'un volume de 2 560 m<sup>3</sup>,
- des voiries et places de stationnement,
- des espaces verts d'une superficie de 21 669 m<sup>2</sup>.

L'activité des cellules 1 à 3 a débuté en janvier 2023, tandis que les cellules 4 à 7 ont été mises en service à partir de mai 2023.

Le fonctionnement du site est réglementé par l'arrêté préfectoral n°20-117-DREAL du 19 mars 2020 autorisant l'exploitation par la société CONCERTO DEVELOPPEMENT de l'entrepôt de stockage de matériaux et produits combustibles. Les dispositions de cet arrêté ont été complétées par l'arrêté préfectoral n°20-182-DREAL du 23 novembre 2020 et par l'arrêté préfectoral n°22-003-DREAL du 18 janvier 2023. En outre, une déclaration a été réalisée le 4 février 2021 au titre des rubriques 2714, 2716 et 2718 (preuve de dépôt n°A-1-J56VMHOBE).

S'agissant de la situation administrative, l'entrepôt de la société LIDL reste sous le régime de l'autorisation au titre de la rubrique 1510. Les dispositions de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 sont applicables à l'établissement.

Suite à l'implantation de mûrisseries dans les cellules 1 et 2 de l'entrepôt (nouvelle rubrique 2220 à enregistrement), le classement ICPE du site sera prochainement actualisé par arrêté préfectoral



complémentaire dans le cadre du porter à connaissance transmis en mars 2023 et présentant les modifications apportées aux installations.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- État des stocks
- Prévention des risques

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle,
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée,
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite,
- la prescription contrôlée,
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées,
  - les observations éventuelles,
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous),
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées,
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Plan de défense incendie	Arrêté ministériel du 11/04/2017 Article 23 alinéa 1 <sup>er</sup>	/	Mise en demeure : respect de prescription	2 mois
3	Plan de défense incendie	Arrêté ministériel du 11/04/2017 Article 23 alinéas 7, 8 et 9	/	Mise en demeure : respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite qui avait été donnée	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	État des stocks	Arrêté ministériel du 11/04/2017 Article 1.4	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
6	Localisation des risques	Arrêté préfectoral du 19/03/2020 Article 8.2.1	/	Lettre de suite préfectorale	15 jours
7	Rétention et confinement	Arrêté préfectoral du 19/03/2020 Article 8.5.1-V	/	Lettre de suite préfectorale	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale



**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite qui avait été donnée	Autre information
4	Étude de danger	Arrêté ministériel du 11/04/2017 Article 1.2.1	/	Sans objet
5	Effets thermiques sur les tiers	Arrêté ministériel du 11/04/2017 Annexe VIII	/	Sans objet
8	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté préfectoral du 19/03/2020 Article 8.5.1-V	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

La présente visite concerne le volet « entrepôts couverts » au regard des dispositions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé.

Comme précisé ci-avant, l'entrepôt de la société LIDL relève du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 1510. La présente visite a permis de constater que les produits entreposés dans les cellules sont essentiellement des produits frais, des produits surgelés et des fruits et légumes, qui sont stockés à une température inférieure à 18 °C. L'inspection n'amène pas d'observations complémentaires sur ce point.

L'inspection a constaté que les dispositions prescrites par l'arrêté ministériel sont respectées en particulier pour les points suivants :

- règles d'implantation : les bennes de déchets sont installées au niveau d'un quai accolé à la cellule n°4 dont l'auvent est équipé d'un système d'extinction automatique d'incendie ;
- conditions de stockage : l'entrepôt ne stocke pas de matières dangereuses, ni de liquides inflammables. La hauteur des produits stockés en palettier est au maximum de 9 mètres et celle des produits stockés en masse ne dépasse pas 4 mètres ;
- détection incendie : l'ensemble des bâtiments du site (entrepôts, bureaux et locaux techniques) dispose d'une détection automatique d'incendie composée de détecteurs de fumées et/ou de détecteurs de gaz, d'une centrale incendie, d'une alarme sonore et visuelle (sirènes et gyrophares) et de commandes manuelles d'alarme qui seront vérifiés 1 à 2 fois par an en fonction du contrat de maintenance établi avec les différents prestataires,
- moyens de lutte contre l'incendie : le site dispose d'extincteurs et de RIA répartis à l'intérieur des cellules de stockage et vérifiés tous les ans, d'un système d'extinction automatique d'incendie (sprinklage) contrôlé semestriellement et de 9 poteaux incendie internes dont le débit sera vérifié tous les ans.

Par contre, l'exploitant n'ayant pas rédigé de plan de défense incendie et engagé de réflexion sur l'organisation à mettre en place pour mener les premiers prélèvements environnementaux en cas de sinistre (dispositions exigibles au 1<sup>er</sup> janvier 2022), l'inspection propose à la préfète de mettre en demeure la société LIDL de respecter ces dispositions dans un délai de 2 mois.

### **2-4) Fiches de constats**



## N°1 : État des stocks

**Référence réglementaire :** Arrêté ministériel du 11/04/2017 – article 1.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, État des stocks et Matières dangereuses

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel, en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.

2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le Code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.

Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.

**Constats :**

Le logiciel national dont sera doté l'établissement est en cours de paramétrage et sera opérationnel selon l'exploitant en septembre 2023. Ce logiciel consulté le jour de la visite pour l'entrepôt de Lunel mentionne des informations nécessaires pour chacun des produits stockés, comme l'intitulé du produit, sa référence, la zone de stockage dans l'entrepôt, le nombre de produit dans un carton, le poids du carton rempli, la rubrique ICPE associée...

À partir des données renseignées dans ce logiciel, une extraction de l'état des stocks des produits présents sur le site peut être fournie à une date précise. Pour exemple, un état des stocks de l'entrepôt de Lunel a été présenté à l'inspection et précise la rubrique ICPE, le libellé des rubriques, le régime autorisé de la rubrique, le seuil de la rubrique (les seuils des rubriques sont paramétrés en fonction de l'arrêté préfectoral), les quantités ou volumes de matières stockées par rubrique et le taux d'occupation de chacun des produits par rapport au seuil fixé. L'exploitant a indiqué qu'en cas de dépassement du taux d'occupation, un mail d'alerte est généré pour gérer les quantités supplémentaires de produits, objets de l'alerte.



Actuellement, l'entrepôt de Beaucaire dispose d'un système de gestion qui permet de suivre les entrées et sorties des produits qui sont tous conditionnés sur palette et de connaître le nombre total de palettes par cellule de stockage ainsi que la quantité totale de produits par cellule en prenant un poids de référence par palette (soit 800 kg / palette). Ainsi, le jour de l'inspection, l'exploitant a pu fournir le nombre de palettes dans les cellules exploitées par LIDL (1500 palettes dans la cellule 4, 400 palettes dans la cellule 6 et 700 palettes dans la cellule 7). La quantité de matières stockées peut alors être estimée dans les 3 cellules de LIDL. À noter que dans l'entrepôt ne sont stockées que des matières combustibles non dangereuses. Il n'y a pas de matières dangereuses, ni de liquides inflammables.

La cellule 5 étant spécifique au stockage des déchets et des palettes bois et plastiques, un autre logiciel permet de suivre les quantités de produits et déchets entreposés dans cette cellule.

Quant aux cellules 1, 2 et 3 exploitées par la société LOGICOLIS, un état des stocks à la date de la visite a été présenté à l'inspection. Il précise le nombre de palettes, leur tonnage en fonction des zones de stockage définies (cellules 1 et 2, mûrseries, quais de chargement/déchargement des cellules 1 à 3, cellule 3) et la quantité totale de produits stockés dans l'ensemble (environ 2000 tonnes le jour de la visite).

Avec le futur logiciel, une extraction de l'état des stocks pourra être réalisée quotidiennement et être disponible au poste de garde. L'état des stocks sera également disponible à distance.

Pour les cellules 1 à 3, un inventaire est réalisé deux fois par jour en début et en fin de préparation, tandis que pour les cellules 4 à 7, un inventaire est effectué 4 fois par an (janvier, février, juin et octobre).

→ L'inspection constate que l'état des stocks tel que disponible actuellement dans l'établissement ne permet pas de connaître précisément les quantités de matières, produits et déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage en fonction des rubriques ICPE. L'inspection prend note que le logiciel en cours de paramétrage et identique à tous les sites LIDL permettra d'établir un état des stocks tenu à jour dès le mois de septembre.

L'inspection tient à rappeler à l'exploitant que cet état des stocks devra mentionner les éléments suivants complémentaires à ceux listés supra :

- les déchets entreposés dans la cellule 5, la rubrique ICPE associée et leur quantité,
- les palettes bois et plastique présentes dans la cellule 5, la rubrique ICPE associée et leur quantité,
- les déchets stockés au niveau du quai extérieur et les piles collectées en fûts au niveau de la cellule 4 : pour ces déchets, il pourra être indiqué les quantités maximales susceptibles d'être stockées dans les bennes ou autres contenants,
- les quantités stockées par cellule en unité de poids.

Un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état devra aussi être joint à l'état des stocks.

Il est également rappelé à l'exploitant qu'un état des stocks à destination du public doit être mis en place permettant de répondre aux besoins d'information de la population. Il peut être équivalent à celui destiné à la gestion d'un événement accidentel, avec toutefois un libellé des rubriques ICPE plus simplifié et une présentation des produits, matières et déchets entreposés dans l'entrepôt par familles de produits connues par le public (produits combustibles, déchets,...).

Ce point sera contrôlé lors de la prochaine visite d'inspection prévue en octobre 2023.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 2 mois



## N°2 : Plan de défense incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 11/04/2017 – Article 23 alinéa 1 <sup>er</sup>
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Lutte contre un incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.</p> <p>Le plan de défense incendie comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes),</li> <li>– l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;</li> <li>– les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe,</li> <li>– la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement,</li> <li>– les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu,</li> <li>– les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe</li> <li>– le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule,</li> <li>– la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe,</li> <li>– s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe,</li> <li>– la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe,</li> <li>– la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5,</li> <li>– la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent,</li> <li>– les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques,</li> <li>– les mesures particulières prévues au point 22.</li> </ul> <p>Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.</p> <p>Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.</p> <p>Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan d'opération interne s'il existe. Il est tenu à jour.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'a pas pu présenter de plan de défense incendie (PDI) au jour de la visite. Il a précisé que le document est en cours d'élaboration par le bureau d'études ASE et serait finalisé d'ici septembre 2023. L'exploitant s'est engagé à transmettre à l'inspection le PDI dès réception.</p> <p>→ L'inspection demande à l'exploitant d'établir <u>dans un délai de 2 mois</u> un plan de défense incendie comprenant l'ensemble des documents requis, ainsi que les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux à l'intérieur et à l'extérieur du site (cf. constat n°3) et les scénarios d'incendie étudiés dans le dossier de demande d'autorisation de 2019 et les dossiers de porter à connaissance transmis à l'inspection en 2021 et 2023 (cf. constat n°5).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure : respect de prescriptions
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois



### N°3 : Plan de défense incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 11/04/2017 – Article 23 alinéas 7, 8 et 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Lutte contre un incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour les sites à autorisation, le plan de défense incendie comporte également les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Il précise : <ul style="list-style-type: none"><li>– les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis,</li><li>– les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux,</li><li>– les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances recherchées.</li></ul> <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p>
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas engagé de réflexion pour se mettre en conformité aux exigences liées aux premiers prélèvements environnementaux en cas de sinistre.  → L'exploitant devra mettre en œuvre <u>dans un délai de deux mois</u> des actions pour déterminer : <ul style="list-style-type: none"><li>– la liste des produits de décompositions et des substances à rechercher en cas de sinistre,</li><li>– les modalités d'analyses et de prélèvements en justifiant l'organisation retenue en phases d'urgence, de suivi immédiat et post accidentelle.</li></ul> <p>À cet effet, l'exploitant peut se baser sur le guide professionnel relatif aux produits de décomposition dans le stockage et la logistique de décembre 2022 (version n°1-31-10-2022) reconnu par le ministre chargé des installations classées et qui précise les conditions de mise en œuvre de cette obligation.</p> <p>Le plan de défense incendie sera complété afin de comporter les dispositions prévues par l'exploitant pour mener les premiers prélèvements environnementaux.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure : respect de prescriptions
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N°4 : Étude de dangers

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 11/04/2017 – Article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Actualisation de l'EDD
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour les installations soumises à autorisation, l'étude de dangers, ou sa mise à jour postérieure au 1er janvier 2023, mentionne les types de produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie important, incluant le cas échéant les contributions imputables aux conditions et aux lieux de stockage (contenants et bâtiments, etc.). Ces produits de décomposition sont hiérarchisés en fonction des quantités susceptibles d'être libérées et de leur toxicité y compris environnementale. Des guides méthodologiques professionnels reconnus par le ministre chargé des installations classées peuvent préciser les conditions de mise en œuvre de cette obligation et, le cas échéant, de ses conséquences sur le plan d'opération interne.
<b>Constats :</b> Une fois la liste des substances et produits de décompositions établie et les modalités d'organisation pour les prélèvements et les analyses déterminées par l'exploitant (cf. constat précédent), l'étude de danger sera complétée par ces éléments et transmise à l'inspection <u>dans un délai de trois mois</u> .
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N°5 : Effets thermiques sur les tiers

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 11/04/2017 – annexe VIII
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etude des flux thermiques
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation et avant le 1er janvier 2026 pour les installations à déclaration une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/m <sup>2</sup> . Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS "Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle. Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, aux dossiers de déclaration, enregistrement ou autorisation.
<b>Constats :</b> Plusieurs scénarios d'incendie ont été étudiés dans le cadre de l'instruction du dossier de demande d'autorisation de janvier 2019 et des dossiers de porter à connaissance de février 2021 et mars 2023. Aucun des scénarios d'incendie produits dans ces dossiers ne met en évidence d'effets thermiques de 8 kW/m <sup>2</sup> sortant des limites de propriété.  → L'ensemble des scénarios d'incendie devront être compilés dans le plan de défense incendie en cours de rédaction.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



## N°6 : Localisation des risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 19/03/2020 – Article 8.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Zonage ATEX
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Les consignes associées sont définies par l'exploitant et portées à la connaissance des personnels ayant à intervenir dans ces zones.
<b>Constats :</b> Lors de la visite terrain, l'inspection a constaté l'absence de pictogramme ATEX à l'entrée ou l'intérieur du local de charge de la société LOGICOLIS, tandis que la signalisation du local de charge de la société LIDL a été apposée à l'intérieur du local au niveau des portes d'accès.  → L'inspection demande à l'exploitant de mettre en place une signalisation à l'entrée de ces deux locaux de charge.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

**N°7 : Rétention et confinement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 19/03/2020 – Article 8.5.1-V
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vanne d'obturation
<b>Prescription contrôlée :</b> Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 2 260 m <sup>3</sup> avant rejet vers le milieu naturel. La vidange est réalisée selon les principes imposés par l'article 4.3.11 du présent arrêté traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées. Dans le cas où les eaux d'extinction incendie collectées ne peuvent pas être rejetées dans le milieu naturel, elles sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. Les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements. La pompe de relevage située en sortie du bassin de rétention ainsi que les obturateurs mis en place au niveau des réseaux d'eaux pluviales issues des toitures, sont asservis à la détection incendie afin de confiner les eaux d'extinction incendie dans le bassin de rétention. Des dispositifs de commande manuelle de secours pour actionner les obturateurs sont également mis en place. Ils sont maintenus en état de fonctionnement, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande.
<b>Constats :</b> Lors de la visite terrain, la vanne martellière placée en sortie du bassin de confinement étanche est constatée maintenue fermée depuis l'exercice d'évacuation qui s'est déroulée le 29 juin 2023. La vanne n'avait donc pas été réenclenchée.  → L'exploitant devra rapidement désigner une/des personne(s) chargée(s) du bon fonctionnement de la vanne et mettre en place des consignes appropriées pour sa mise en œuvre en cas d'exercice de défense incendie, mais également en cas de défaillance du système automatique d'incendie. Ces consignes devront être intégrées dans le plan de défense incendie
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours



**N°8 : Moyens de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 19/03/2020 – Article 8.5.1-V
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Identification des poteaux incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur.</p> <p>Les besoins en eau pour assurer la défense incendie du site ont été estimés suivant le document technique D9, à 330 m<sup>3</sup>/h. Ils sont fournis par les moyens décrits ci-dessous :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>– d'un réseau de 9 poteaux incendie répartis autour de l'entrepôt d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir et alimentés par un réseau public, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie.</li></ul> <p>L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un poteau incendie. Les poteaux incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours). Ils sont en mesure de fournir un débit minimum de 60 mètres cubes par heure durant deux heures.</p> <ul style="list-style-type: none"><li>– des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours. Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.</li><li>– d'un système d'extinction automatique par sprinklage installé dans toutes les cellules de stockage et adapté aux produits stockés et à leurs conditions de stockage. Ce système est conçu et installé conformément aux référentiels reconnus.</li><li>– d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;</li><li>– de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel.</li></ul> <p>En outre, l'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.</p> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>L'exploitant joint au dossier prévu à l'article 1.3.2 du présent arrêté, la justification de la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau, au plus tard trois mois après la mise en service de l'installation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site dispose de 9 poteaux incendie qui ont fait l'objet d'une mesure de débit en 2022. Le débit de chacun des appareils est supérieur à 300 m<sup>3</sup>/h.</p> <p>L'emplacement des poteaux incendie sont reportés sur un plan du site. Par contre, leur numérotation mentionnée sur le plan ne semble pas être en cohérence avec celle précisée sur le terrain.</p> <p>→ Il convient de mettre à jour le plan de localisation des poteaux incendie avec la bonne numérotation et de communiquer ce plan actualisé à l'organisme en charge de la vérification des débits des poteaux incendie.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



**PRÉFÈTE  
DU GARD**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement Occitanie  
Unité inter-départementale Gard-Lozère**

**Arrêté préfectoral N° 23-xxx-DREAL du**  
mettant en demeure la société LIDL qui exploite un entrepôt couvert de  
matières combustibles sur la commune de Beaucaire

La préfète du Gard,  
Officier de la Légion d'honneur,  
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

- Vu** le titre VII du livre I du Code de l'environnement, relatif aux dispositions communes et notamment l'article L. 171-8 ;
- Vu** le titre 1er du livre V du Code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°20-117-DREAL du 19 mars 2020 autorisant la société CONCERTO DÉVELOPPEMENT à exploiter un entrepôt couvert de matières combustibles sur le territoire de la commune de Beaucaire ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°20-182-DREAL du 23 novembre 2020 complémentaire à l'arrêté préfectoral d'autorisation n°20-117-DREAL du 19 mars 2020 autorisant l'exploitation par la société CONCERTO DEVELOPPEMENT d'un entrepôt couvert de matières combustibles sur la commune de Beaucaire ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°22-003-DREAL du 18 janvier 2022 complémentaire à l'arrêté préfectoral d'autorisation n°20-117-DREAL du 19 mars 2020 autorisant l'exploitation par la société CONCERTO DEVELOPPEMENT d'un entrepôt couvert de matières combustibles sur la commune de Beaucaire ;



- Vu** la preuve de dépôt n° A-1-J56VMHOBE obtenue suite à la télédéclaration datée du 4 février 2021 d'installations de transit, regroupement ou tri de déchets au titre des rubriques 2714 2716 et 2718 ;
- Vu** le changement d'exploitant en date du 12 octobre 2022, la société LIDL succédant à la société CONCERTO pour l'exploitation d'une plateforme logistique de stockage de matières combustibles au titre de la législation sur les installations classées ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 12 juillet 2023 faisant suite à la visite d'inspection menée sur le site le 6 juillet 2023 ;
- Vu** le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure porté à la connaissance de l'exploitant par courrier recommandé du XX juillet 2023 ;
- Vu** les observations de l'exploitant transmises pour courrier en date du XX 2023

**Considérant** que la société LIDL exploite des installations classées pour la protection de l'environnement sur son site industriel implanté ZI Domitia, avenue Georges Besse sur la commune de Beaucaire ;

**Considérant** l'inspection menée sur le site le 6 juillet 2023 ;

**Considérant** que le 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 23 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé impose : « Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule. » ;

**Considérant** que lors de la visite du 6 juillet 2023 sur le site de Beaucaire, l'inspection a constaté que l'exploitant ne disposait pas de plan de défense incendie, le document étant en cours d'élaboration par un bureau d'études qui a été missionné par LIDL le 25 mai 2023 ;

**Considérant** par conséquent que la société LIDL ne respecte pas les prescriptions du 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 23 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 ;

**Considérant** que les alinéas 7, 8 et 9 de l'article 23 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé imposent : « Pour les sites à autorisation, le plan de défense incendie comporte également les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Il précise :

- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis,
- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux,
- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances recherchées.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Ces dispositions sont applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022. » ;



**Considérant** que lors de la visite du 6 juillet 2023 sur le site de Beaucaire, l'inspection a constaté que l'exploitant n'avait pas engagé de réflexion sur cette nouvelle disposition qui consiste à proposer une sélection de substances et de produits de décomposition à rechercher en cas de sinistre et à mettre en œuvre une organisation appropriée pour les prélèvements et les analyses en situation de crise ;

**Considérant** que ces éléments sont exigibles au 1<sup>er</sup> janvier 2022 et que l'exploitation de l'entrepôt, même partielle, a débuté au 1<sup>er</sup> janvier 2023 ;

**Considérant** par conséquent que la société LIDL ne respecte pas les prescriptions des alinéas 7, 8 et 9 de l'article 23 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 ;

**Considérant** que cette situation est de nature à porter préjudice aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

**Considérant** que conformément aux dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement, la société LIDL est mise en demeure de se satisfaire aux prescriptions qui lui sont applicables ;

**Sur** proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture du Gard ;

## **ARRÊTÉ**

### **Article 1 – Mise en demeure**

La société LIDL dont le siège social est situé 72-92 avenue Robert Schuman – 94 533 RUNGIS Cedex est mise en demeure pour son entrepôt couvert de matières combustibles qu'elle exploite ZI DOMITIA, avenue Georges Besse sur la commune de Beaucaire de se conformer aux dispositions :

- du 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 23 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé, dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté,
- des alinéas 7 et 8 de l'article 23 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé, dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté.

### **Article 2 – Sanctions**

Dans le cas où les obligations prévues par le présent arrêté ne seraient pas satisfaites dans les délais prévus à l'article 1 et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

### **Article 3 – Délai et voie de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au tribunal administratif de Nîmes dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du Code de l'environnement par voie postale ou par l'application « Télécours Citoyens » accessible à partir du site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie ou de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.



Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

#### **Article 4 – Information des tiers**

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié, conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement sur le site internet des services de l'État dans le département pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté est publié sur le site internet gouvernemental Géorisques à l'adresse suivante : <https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees?page=1>

#### **Article 5 – Exécution**

La préfète du Gard, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) OCCITANIE – unité inter-départementale Gard-Lozère, le maire de Beaucaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société LIDL dont le siège social est situé 72-92 avenue Robert Schuman – 94 533 RUNGIS Cedex.

La Préfète